

Communiqué de presse

Corruption : publication d'un rapport sur la transparence des données antiblanchiment

Les autorités devraient publier des données sur la lutte contre le blanchiment d'argent.

Berne, le 15 février 2017 – Selon un rapport publié aujourd'hui par Transparency International, l'accessibilité des données sur la lutte contre le blanchiment d'argent présente des carences dans les douze pays étudiés. La Suisse a elle aussi des progrès à faire : les autorités devraient publier chaque année toutes les données pertinentes sur la lutte contre le blanchiment d'argent.

Les personnes qui se procurent des fonds grâce à des actes de corruption cherchent à le blanchir. La Suisse, l'une des premières places financières au monde, est aussi l'une des principales filières de blanchiment, et le fait est que des acteurs suisses sont impliqués dans pratiquement tous les grands scandales de corruption à l'échelon international. Publié en décembre dernier, le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'action financière (GAFI) sur la Suisse confirme ce constat.

La publication des données recueillies par les autorités est un élément indispensable de tout dispositif antiblanchiment efficace. Pour cette raison, Transparency International a étudié la mesure dans laquelle les autorités de douze grandes places financières publient ces données de leur propre initiative. Le bilan est décevant : le tiers seulement des 20 indicateurs examinés est entièrement accessible au public, sans compter que la plus grande partie de ces informations proviennent de deux sources uniquement : les bureaux nationaux de communication en matière de blanchiment d'argent et les rapports du GAFI.

Si la Suisse se situe certes au-dessus de la moyenne des pays étudiés, des progrès restent cependant à faire dans notre pays aussi : c'est en particulier dans le domaine de la coopération internationale et de la surveillance que la publication des données présente des carences. Il manque par ailleurs en Suisse un registre public des ayants droit économiques. Aussi Transparency International Suisse demande-t-elle que les autorités suisses publient chaque année de leur propre initiative toutes les données pertinentes sur la lutte contre le blanchiment d'argent.

Martin Hilti, directeur de Transparency International Suisse, déclare à ce propos :

« Il serait bon que les autorités suisses saisissent l'intégralité de ces données et les publient chaque année dans un format accessible, car cette politique permettrait d'améliorer le monitoring de l'effectivité et des tendances du dispositif antiblanchiment de notre pays. »

Le rapport complet et des informations complémentaires sur ce sujet peuvent être consultés sur le site www.transparency.ch/fr.

###

Transparency International (TI) Suisse, la section suisse de Transparency International, prévient et combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. L'association collabore étroitement avec l'administration, le monde politique, le secteur privé, la société civile et les médias.

Contact pour les médias :

Berne, Martin Hilti, directeur

Transparency International Suisse

Tél. : +41 (0)31 382 35 50 ; courriel : info@transparency.ch